



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

maisons familiales rurales

Question écrite n° 27326

Texte de la question

M. Jacques Desallangre * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sur les futures conditions de financement des maisons familiales rurales. En effet, si les orientations se confirment, de nombreux élèves de maisons familiales ne seront pas financés. L'existence même des établissements de formation est menacée. Dans l'Aisne, depuis de nombreuses années la maison familiale de Beauregard participe à la formation des jeunes professionnels dans le domaine de l'agriculture et dans les métiers du cheval avec succès : 92 % de réussite aux examens et 90 % d'insertion professionnelle et de poursuite d'études dans les cinq dernières années. Elle offre aux familles de bonnes conditions d'éducation et d'accueil. La maison familiale de Beauregard réunit 192 familles et emploie 200 maîtres de stage. Qu'en sera-t-il demain ? Il lui demande de bien vouloir examiner cette situation et rassurer les structures locales qui s'inquiètent de leur avenir.

Texte de la réponse

Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales affirme son attachement à ce que les maisons familiales rurales disposent des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Pour ce faire, les dispositions législatives et réglementaires doivent être pleinement appliquées pour le rythme approprié comme elles le sont pour l'enseignement à temps plein. Ainsi, la revalorisation du coût du formateur a été obtenue en 2003. En 2004, les crédits sont préservés, la subvention de fonctionnement sera indexée sur l'évolution du point fonction publique. La spécificité de l'enseignement privé par alternance n'est pas remise en cause. Une réflexion a été engagée afin de programmer les évolutions ultérieures sur le coût de l'enseignement privé alterné. Le ministère s'est attaché à définir, de façon concertée, les moyens de parvenir à une gestion optimale des effectifs d'élèves. Ainsi, récemment, un accord a été obtenu avec l'Union nationale des maisons familiales quant à la détermination d'un effectif régional à financer. Celui-ci permet d'opérer des ajustements indispensables à une bonne gestion entre les établissements d'une même région dans le cadre de l'enveloppe régionale attribuée. S'agissant du coût du formateur, un groupe de travail paritaire, dont les conclusions ont été communiquées aux représentants nationaux des maisons familiales a été mis en place pour étudier de nouvelles modalités de financement à partir de 2005. Par ailleurs, le dégel des crédits des bourses a permis d'honorer en 2003 le versement des bourses d'internat, mises en place dès la rentrée 2002, à parité avec le ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Les crédits des bourses sur critères sociaux augmentent de 3 % au budget 2004.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Desallangre](#)

Circonscription : Aisne (4^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27326

Rubrique : Enseignement privé

Ministère interrogé : agriculture, alimentation et pêche
Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 27 octobre 2003, page 8105

Réponse publiée le : 13 avril 2004, page 2943